

TITRE PROFESSIONNEL DU MINISTÈRE DU TRAVAIL

## Technicien supérieur de contrôle non destructif

**Le titre professionnel technicien supérieur de contrôle non destructif<sup>1</sup> niveau 5 (code NSF : 254r) se compose de trois activités types, chaque activité type comportant les compétences nécessaires à sa réalisation. A chaque activité type correspond un certificat de compétences professionnelles (CCP).**

Le technicien supérieur de contrôle non destructif localise et évalue les défauts surfaciques et de compacité qui pourraient apparaître en cours de fabrication et tout au long de la vie d'une pièce métallique, afin de garantir son intégrité.

Pour cela, il détermine, après avoir étudié le cahier des charges, le type de contrôle non destructif adapté. Il prépare son intervention et met en œuvre les procédés de contrôle surfacique, radiographique et par ultrasons. Il interprète les résultats et rédige le procès-verbal. Il assure la traçabilité de l'ensemble des opérations. Dans certains cas, il peut être amené à rédiger les instructions techniques permettant la mise en œuvre du contrôle par un opérateur de niveau 1.

Le technicien supérieur de contrôle non destructif intervient à tous les stades de la fabrication d'ouvrage, mais également sur des installations ou des appareils en exploitation, pour réaliser des contrôles périodiques. Il exerce en toute autonomie et est responsable de l'interprétation des contrôles effectués. Le transport de ses équipements, tels que les sources de rayonnement ou les produits réglementés, ainsi que la mise en sécurité

du chantier, sont de sa responsabilité. Il est garant du respect des règles de sécurité des personnes et des règles environnementales.

Dans l'exercice de ses fonctions, le technicien supérieur de contrôle non destructif collabore avec d'autres services et communique avec l'ensemble des acteurs de la fabrication d'appareils ou de la maintenance d'installations. Il informe les responsables du constructeur ou les clients, des décisions de conformité ou de non-conformité qu'il prend et des conséquences qu'elles peuvent engendrer.

Le technicien supérieur de contrôle non destructif exerce en atelier de fabrication, en laboratoire ou sur sites de parachèvement et d'exploitation des produits. Il intervient, en fonction de la planification, le plus souvent en dehors du travail d'équipe, la nuit ou en fin de semaine. Les déplacements sont fréquents. Il travaille seul si les conditions de sécurité le permettent, en position debout et souvent en hauteur sur des échafaudages, des passerelles ou des emplacements difficiles d'accès. Il manipule des appareillages et des produits sensibles, et potentiellement des charges lourdes.

### ■ CCP - Contrôler par ressuage et magnétoscopie des produits métallurgiques

- Préparer le poste de travail pour réaliser une opération de contrôle par ressuage et par magnétoscopie
- Établir et rédiger des fiches d'instructions en respectant les impositions des cahiers des charges
- Contrôler des produits métallurgiques par ressuage
- Contrôler des produits métallurgiques par magnétoscopie
- Interpréter les indications de défaut d'un contrôle surfacique et statuer conformément au référentiel de recevabilité
- Instruire le procès-verbal de contrôle conformément à une procédure établie

### ■ CCP - Contrôler par radiographie industrielle des produits métallurgiques

- Adapter son intervention aux exigences de la réglementation en matière de radioprotection
- Préparer le poste de travail pour réaliser une opération de contrôle par radiographie X et gamma
- Établir et rédiger des fiches d'instructions en respectant les impositions des cahiers des charges
- Contrôler des produits métallurgiques par radiographie X et gamma
- Interpréter les images radiographiques et statuer conformément au référentiel de recevabilité
- Instruire le procès-verbal de contrôle conformément à une procédure établie

### ■ CCP - Contrôler par ultrasons des produits métallurgiques

- Préparer le poste de travail pour réaliser une opération de contrôle par ultrasons
- Établir et rédiger des fiches d'instructions en respectant les impositions des cahiers des charges
- Contrôler des produits métallurgiques par ultrasons
- Interpréter l'oscillogramme et statuer conformément au référentiel de recevabilité
- Instruire le procès-verbal de contrôle conformément à une procédure établie

**Code TP-01418** référence du titre : **Technicien supérieur de contrôle non destructif<sup>1</sup>**

Information source : référentiel du titre : TSCND

<sup>1</sup>ce titre a été créé par arrêté de spécialité du 3 février 2022.

Emploi métier de rattachement suivant la nomenclature du ROME : H1506- Intervention technique qualité en mécanique et travail des métaux

## MODALITES D'OBTENTION DU TITRE PROFESSIONNEL<sup>2</sup>

### 1 – Pour un candidat issu d'un parcours continu de formation

A l'issue d'un parcours continu de formation correspondant au titre visé, le candidat est évalué par un jury composé de professionnels, sur la base des éléments suivants :

- une mise en situation professionnelle ou une présentation d'un projet réalisé en amont de la session, complétée par un entretien technique, un questionnaire professionnel, un questionnement à partir de production(s) si prévus au RE ;
- les résultats des évaluations passées en cours de formation ;
- un dossier professionnel dans lequel le candidat a consigné les preuves de sa pratique professionnelle, complété d'annexes si prévues au RE ;
- un entretien final avec le jury.

### 2 – Pour un candidat à la VAE

Le candidat constitue un dossier de demande de validation des acquis de son expérience professionnelle justifiant, en tant que salarié ou bénévole, d'une expérience professionnelle d'un an en rapport avec le titre visé.

Il reçoit, de l'unité départementale de la Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS), une notification de recevabilité lui permettant de s'inscrire à une session titre.

Lors de cette session, le candidat est évalué par un jury de professionnels, sur la base des éléments suivants :

- une mise en situation professionnelle ou une présentation d'un projet réalisé en amont de la session, complétée par un entretien technique, un questionnaire professionnel, un questionnement à partir de production(s) si prévus au RE ;
- un dossier professionnel dans lequel le candidat a consigné les preuves de sa pratique professionnelle, complété d'annexes si prévues au RE ;
- un entretien final avec le jury.

**Pour ces deux catégories de candidats (§ 1 et 2 ci-dessus), le jury, au vu des éléments spécifiques à chaque parcours, décide ou non de l'attribution du titre. En cas de non obtention du titre, le jury peut attribuer un ou plusieurs certificat(s) de compétences professionnelles (CCP) composant le titre. Le candidat peut se présenter aux CCP manquants dans la limite de la durée de validité du titre.**

Afin d'attribuer le titre, un entretien final se déroule en fin de session du dernier CCP, et au vu du livret de certification.

En cas de révision du titre, l'arrêté de spécialité fixe les correspondances entre les CCP de l'ancien titre et ceux du titre révisé. Le candidat se présente aux CCP manquants du nouveau titre.

En cas de clôture du titre, le candidat ayant antérieurement obtenu des CCP dispose d'un an à compter de la date de la fin de validité du titre pour obtenir le titre initialement visé.

### 3 – Pour un candidat issu d'un parcours discontinu de formation ou ayant réussi partiellement le titre (formation ou VAE)

Le candidat issu d'un parcours composé de différentes périodes de formation ou ayant réussi partiellement le titre peut obtenir le titre par **capitalisation** des CCP constitutifs du titre.

Pour l'obtention de chaque CCP, le candidat est évalué par un jury composé de professionnels. L'évaluation est réalisée sur la base des éléments suivants :

- une mise en situation professionnelle ou une présentation d'un projet réalisé en amont de la session, complétée par un entretien technique, un questionnaire professionnel, un questionnement à partir de production(s) si prévus au RE ;
- les résultats des évaluations passées en cours de formation pour les seuls candidats issus d'un parcours de formation ;
- un dossier professionnel dans lequel le candidat a consigné les preuves de sa pratique professionnelle, complété d'annexes si prévues au RE.

Afin d'attribuer le titre, un entretien final se déroule en fin de session du dernier CCP, et au vu du livret de certification.

## MODALITES D'OBTENTION D'UN CERTIFICAT COMPLEMENTAIRE DE SPECIALISATION (CCS)<sup>2</sup>

Un candidat peut préparer un CCS s'il est déjà titulaire du titre professionnel auquel le CCS est associé.

Il peut se présenter soit à la suite d'un parcours de formation, soit directement s'il justifie de 1 an d'expérience dans le métier visé.

Pour l'obtention du CCS, le candidat est évalué par un jury composé de professionnels sur la base des éléments suivants :

- une mise en situation professionnelle ou une présentation d'un projet réalisé en amont de la session, complétée par un entretien technique, un questionnaire professionnel, un questionnement à partir de production(s) si prévus au RE ;
- les résultats des évaluations passées en cours de formation pour les seuls candidats issus d'un parcours de formation ;
- un dossier professionnel dans lequel le candidat a consigné les preuves de sa pratique professionnelle, complété d'annexes si prévues au RE ;
- un entretien final avec le jury.

## PARCHEMIN ET LIVRET DE CERTIFICATION

Un **parchemin** est attribué au candidat ayant obtenu le **titre** complet ou le **CCS**.

Un **livret de certification** est remis au candidat en réussite partielle.

**Ces deux documents sont délivrés par le représentant territorial compétent du ministère du Travail.**

<sup>2</sup> Le système de certification du ministère du Travail est régi par les textes suivants :

- Code de l'éducation notamment les articles L. 335-5, L. 335-6, R. 335-7, R. 335-13 et R. 338-1 et suivants
- Arrêté du 22 décembre 2015 relatif aux conditions de délivrance du titre professionnel du ministère chargé de l'emploi
- Arrêté du 21 juillet 2016 (JO du 28 juillet 2016 modifié par l'arrêté du 15 septembre 2016) portant règlement général des sessions d'examen pour l'obtention du titre professionnel du ministère chargé de l'emploi